

ESPAGNE : BATAILLE POUR L'HÉGÉMONIE À GAUCHE (1)

Joan Navarro*

En collaboration avec les politologues Manuela Sanchez et Jaime Forero

* Sociologue et
vice-président de Illorente
et Cuenca.

Crise économique et politique et changement du système partisan

Introduction

Au moment de la rédaction de cet article, l'Espagne se prépare pour de nouvelles élections générales suite à l'impossibilité des principaux partis politiques à former un nouveau gouvernement. Mariano Rajoy, candidat du Parti populaire (PP) et Premier ministre par intérim, n'a pas accepté la demande du chef d'État espagnol de se soumettre à l'investiture. Il stipule « avoir une majorité parlementaire qui se prononce contre sa candidature », en dépit du fait que le PP a été la première force électorale lors des dernières élections générales. Cette démission a généré une situation de blocage institutionnel jusqu'à présent inexpérimentée au sein de la jeune démocratie espagnole. Le roi Felipe VI a essayé de surmonter le blocage avec l'investiture de Pedro Sánchez, leader de la deuxième force électorale et secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE).

Les élections générales du 20 décembre ont abouti à une forte division. En faisant la somme des sièges des deux principaux partis de la droite et du centre droit (PP et Ciudadanos (C's), et de ceux des deux grandes forces de centre gauche et de gauche (PSOE et Podemos), aucun n'atteint la majorité absolue requise pour qu'un candidat puisse être désigné président du gouvernement au premier tour de scrutin. La présence de divers groupes nationalistes, qui réclament une forte compensation politique en échange de leur vote ou leur abstention, rend impossible l'investiture, y compris dans un second tour, alors que seule une majorité simple est requise.

Le fait politique le plus important des dernières élections générales en Espagne est l'émergence de deux forces électorales : Podemos et Ciudadanos, qui ont bouleversé le « bipartisme imparfait » traditionnel qui a dominé la démocratie espagnole depuis la transition de la fin des années 1970. Ciudadanos, un parti de centre droit, fait irruption avec 3,5 millions de voix, dont plus de 2,5 millions d'anciens électeurs du PP. Et Podemos, à la gauche du PSOE, a obtenu plus de 5,2 millions de voix (dont 3,5 millions d'anciens électeurs socialistes) et se positionne à seulement 300 000 voix du PSOE, remettant en question le leadership du PSOE au sein de la gauche espagnole.

AVERTISSEMENT : La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

Le but de cet article est de déterminer si les conditions nécessaires sont réunies pour qu'une nouvelle force politique, telle que Podemos, remplace le PSOE en tant que puissance hégémonique de la gauche en Espagne, position qu'il occupe depuis la fin des années 1970.

À la mort du dictateur Francisco Franco en 1975, la gauche espagnole était fortement divisée : le Parti communiste d'un côté, comme principale référence, avec son rôle très actif dans la lutte contre la dictature ; et, de l'autre côté, le PSOE, un parti plus modéré, qui, lors des premières élections libres en 1977, comptait déjà plus de soutien au sein de la gauche espagnole. Sous le leadership de Felipe González, grande figure de l'époque, avec un discours social-démocrate assumé, le PSOE a déployé une stratégie très efficace qui lui accordera une position hégémonique à gauche.

La percée du PSOE aux élections législatives de 1979, attribuée aux lignes directrices stratégiques établies par son secrétaire général adjoint Alfonso Guerra, a confirmé que pour que la gauche puisse être au pouvoir, il fallait nécessairement que le PSOE obtienne le soutien des « secteurs populaires » et « travailleurs » espagnols¹. Seule la conquête du pouvoir par le PSOE permettrait « d'entreprendre l'approfondissement démocratique dont l'Espagne avait besoin »². En 1982, le PSOE a remporté une grande victoire électorale, ouvrant ainsi un nouveau cycle politique en Espagne, celui des gouvernements de Felipe González, qui se prolongeront sur 14 ans.

C'est justement autour du concept « d'hégémonie » que le politologue Inigo Errejón, actuellement porte-parole parlementaire et figure de premier plan de Podemos, a publié en décembre 2011 un travail de grande importance³. Errejón analyse le phénomène des manifestations organisées par les « indignés » espagnols du 15 mai 2011, en utilisant des outils théoriques inspirés des travaux de Gramsci et Laclau, afin d'examiner les possibilités d'une « rupture populiste » au sein de la politique espagnole. Accusant le Parti socialiste au gouvernement d'avoir effectué « une redéfinition du contrat social en faveur des puissances économiques qui imposent leur agenda politique néolibéral », Errejón se réfère à la « réforme Express » de la Constitution espagnole (acceptée par le PSOE et le PP et qui inscrit dans la Constitution, à la demande de l'Union européenne, un plafond pour les déficits publics) comme étant le « meilleur exemple » qui montre que ses « dirigeants, élus par les citoyens » invoquent les « besoins des marchés » pour justifier les restrictions sociales des entreprises, ces politiques étant différentes et même opposées à celles promises lors des élections.

Cette intronisation des « marchés » comme facteur politique essentiel, « accepté » par les principaux partis politiques, les syndicats, les médias et les élites universitaires, était pour Errejón « au cœur de l'hégémonie néolibérale », où PP et PSOE, conservateurs et socialistes, seraient d'égale importance. Errejón termine son article en énumérant « les conditions

1. « Las elecciones han consolidado el voto socialista y la hegemonía del PSOE respecto al PCE », *El País*, 13 mars 1979.

2. « El ataque personal como táctica del PSOE », *El País*, 28 août 1980.

3. « El 15-M como discurso contrahegemónico », *Revista Encrucijadas*, décembre 2011.

qui permettraient au système politique espagnol la transformation de la rupture en alternative politique » et conclut qu'il est possible de remplacer cette hégémonie libérale. Podemos tentera de répondre à cet objectif en organisant et créant une nouvelle formation politique.

Crise et changement du système partisan

En 2004, après huit ans de gouvernements conservateurs menés par José María Aznar du PP, le PSOE revient au pouvoir. José Luis Rodríguez Zapatero était devenu secrétaire général de son parti en 2000 sans aucune expérience de gestion dans l'exécutif. Sa victoire a été précédée des graves attaques terroristes du 11 mars 2004 à Madrid, avec 190 morts, que le PP a essayé d'attribuer au groupe terroriste ETA sans preuve. Pendant des heures, l'exécutif Aznar a menti à la population espagnole, dans l'espoir d'atténuer une éventuelle sanction électorale pour son implication dans la guerre en Irak. En effet, les attentats du 11 mars se sont produits à la fin de la campagne des élections générales du même mois.

Zapatero est arrivé au pouvoir dans un climat de grande tension politique qui s'est maintenue durant tout son premier mandat. La situation économique était cependant beaucoup plus favorable, la reprise qui avait commencé au milieu des années 1990 perdurant. Cependant, avec la crise économique mondiale de 2007, l'économie espagnole a commencé à montrer des signes de faiblesses importants. Une excessive concentration sectorielle (le secteur de l'immobilier représentait 12,3 % du PIB), une énorme dette privée (dette hypothécaire de 29,4 % du PIB en 2000 à 64,4 % en 2009), une forte dépendance vis-à-vis des capitaux étrangers (la demande de crédit pour le secteur de l'immobilier représentait 168 % du PIB, soit 1,7 milliard d'euros) et s'ajoutait à cela un très faible taux de productivité et une compétitivité fondée sur de faibles coûts de la main-d'œuvre.

Lorsque la crise financière internationale a stoppé l'accès au crédit global, l'économie espagnole s'est effondrée. Au cours du quatrième trimestre de 2008, l'Espagne est entrée en récession. La forte diminution des recettes de l'État et la nécessité d'augmenter les dépenses publiques (hausse du chômage, maintien des prestations sociales) ont augmenté considérablement le déficit public (passage d'un excédent en 2007 à un déficit de 11,1 % en 2009). À la fin de 2009, dans un contexte international marqué par la crise de la dette souveraine, le gouvernement espagnol rencontre de sérieuses difficultés de financement. Sans aucun doute, l'erreur du gouvernement socialiste a été de sous-estimer l'ampleur de la crise bancaire, les banques espagnoles étant trop exposées aux actifs immobiliers toxiques (à hauteur de plus de 170 000 millions d'euros).

Cependant, la crédibilité du gouvernement socialiste a subi un revers considérable en mai 2010, suite au sauvetage de la Grèce et de l'adoption de sévères mesures d'austérité pour réduire les dépenses publiques au Portugal. Dans un contexte de forte spéculation, avec l'éventuelle intervention de l'UE et du FMI en Espagne, le président Zapatero a annoncé à la Chambre des représentants un ensemble de mesures d'austérité jamais connu jusqu'à présent en Espagne démocratique. Pour atteindre jusqu'à 30 000 millions d'euros d'économies, le gouvernement socialiste a décidé d'augmenter la TVA, d'éliminer nombre de

ESPAGNE : BATAILLE POUR L'HÉGÉMONIE À GAUCHE (1)

prestations sociales, de réduire de 5 % en moyenne les salaires des fonctionnaires et, plus important encore, de geler les pensions. Sous une forte pression externe, le président a pris une décision capitale, mais sans préparer, ni son parti, ni l'opinion publique, à un virage économique d'une telle ampleur qu'il attaquait en profondeur toutes les grandes politiques publiques sociales-démocrates.

José Luis Rodríguez Zapatero, sans soutien au sein de son propre parti et fortement contesté par l'opinion publique, a annoncé sa démission en avril 2011. Le PSOE entama alors un processus de succession en plein milieu de la campagne en vue des élections municipales et régionales en mai de la même année. Le PP évincera les socialistes dans la quasi-totalité des municipalités et régions autonomes. La modification de l'article 135 de la Constitution, convenue avec le leader du PP Mariano Rajoy, dans le but d'imposer la règle d'or budgétaire qu'exigeait la Commission européenne (et le gouvernement allemand), a laissé la gauche socialiste dans une situation d'extrême vulnérabilité pour les élections générales. Celles-ci, en raison de la détérioration croissante de la situation économique et du déclin politique auquel le gouvernement socialiste était confronté, ont dû être avancées.

Quelques jours avant les élections municipales et régionales du 15 mai, les jeunes « indignés » (*Indignados*) avaient occupé la plus représentative des places en Espagne, la Puerta del Sol à Madrid, pour protester contre une situation politique et économique qui a laissé une grande partie de la population espagnole dans une grande vulnérabilité économique et sociale. Le 15M reste une date de forte mobilisation, avec des revendications clairement de gauche et qui rejetaient les politiques du PSOE et du PP.

Le PSOE est arrivé aux élections générales de 2011 dans une situation sans précédent pour un parti au gouvernement. Alfredo Pérez Rubalcaba a été désigné comme candidat à la présidence du gouvernement sans la tenue d'élections primaires. Le PSOE a perdu plus de 4 millions d'électeurs, tandis que le PP a atteint la majorité absolue avec seulement 500 000 voix de plus.

Il s'agissait alors d'une question de temps avant que les forces émergentes se battent pour ces voix désorientées de la gauche traditionnelle. Le mouvement du 15M, les constantes protestations durant ces mois, l'état de l'opinion publique face aux multiples affaires de corruption et aux sévères mesures d'ajustement économique ont favorisé l'apparition de nouveaux mouvements politiques. Cela coïncidait avec les élections européennes de 2014. La société espagnole n'en revenait pas. Podemos, qui était à son origine un groupe de jeunes professeurs de sciences politiques de l'Université Complutense de Madrid, avec le seul soutien d'un petit parti, Gauche anticapitaliste, d'orientation communiste, méprisé par la gauche alternative espagnole, a obtenu contre toute attente cinq eurodéputés. Les deux principaux partis, le PP et le PSOE, ont subi des pertes considérables. C'était le signe sans équivoque qu'un changement de la vie politique avait commencé en Espagne et que personne, malgré la situation politique et économique dramatique, n'avait prévu.

L'année 2015 a commencé avec les élections en Andalousie. L'enjeu est de taille, l'Andalousie étant la plus importante institution gouvernée à ce jour par les socialistes. Podemos

ESPAGNE : BATAILLE POUR L'HÉGÉMONIE À GAUCHE (1)

apparaît comme la troisième force, avec 14,84% des voix et Ciudadanos, nouvel acteur de la scène politique nationale, se classe en quatrième position avec 9,28%. En seulement quelques mois, les deux nouveaux partis semblent donc réussir à montrer un réel enracinement électoral.

Deux mois plus tard, aux élections locales, Podemos, grâce à des plates-formes d'« unité populaire » obtient les mairies de Madrid, Barcelone, Cadix et La Corogne avec le soutien des socialistes, qui avaient reçu dans ces grandes villes beaucoup moins de soutien.

Les élections des communautés autonomes ont fait place à une nouvelle division territoriale en Espagne. Le PSOE a réussi à récupérer des communautés à fort poids symbolique telles que Extremadura, Castilla La Mancha, Aragon et Valence grâce au soutien parlementaire de Podemos, qui ne rejoint pas pour autant les gouvernements socialistes. Le PP conservera la Communauté de Madrid et les communautés les plus rurales, et toujours avec le soutien parlementaire de Ciudadanos, qui refusera également de rentrer dans des gouvernements de coalition.

Cependant, ce sont les élections régionales catalanes de septembre 2015, qui confirmeront le bouleversement du système partisan espagnol. Convergence démocratique de Catalogne (CDC), qui détient le gouvernement de la Generalitat de Catalogne, se joindra à un autre mouvement indépendantiste, Esquerra Republicana de Catalunya (ERC), et convoquera des élections anticipées en vue de renouveler le Parlement et le gouvernement régional, tout en voulant donner un caractère plébiscitaire à la requête. Sans analyser en profondeur le résultat de cette consultation, il suffit de constater que le mouvement indépendantiste n'a pas atteint son objectif. Ce qui est pertinent pour notre analyse est de relever que Ciudadanos, qui avait déjà des représentants au Parlement catalan, a fini second, avec 17,9% des voix, bien au-dessus du PP et du PSOE. Pour sa part, Podemos, qui faisait alliance avec des mouvements de gauche écologiste catalans, n'est pas parvenu à conserver les résultats de ses alliés lors des précédentes élections, avec seulement 8,94% des voix.

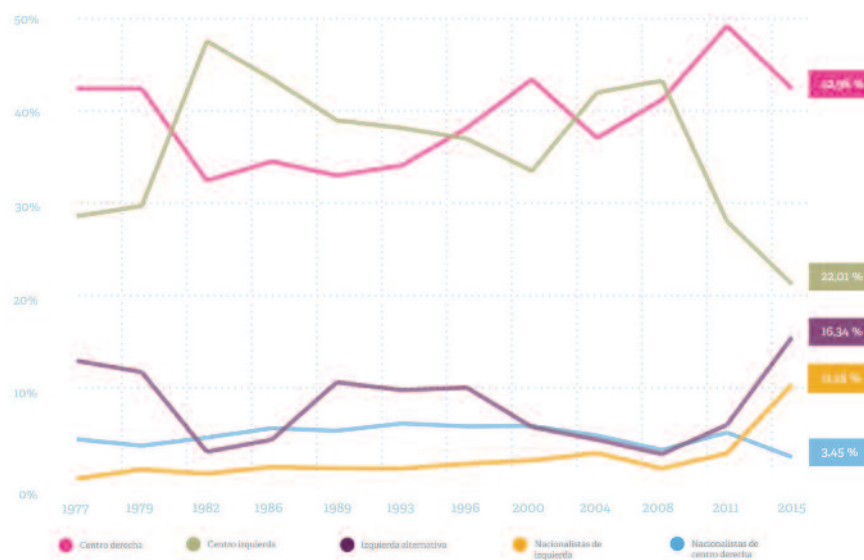
Les deux mouvements émergents, Podemos et Ciudadanos, après leur arrivée sur la scène politique espagnole en mai 2014, ont atteint au cours de 2015 une présence significative dans d'importantes municipalités et obtiendront ainsi un poids non négligeable dans les Parlements régionaux. Ils sont prêts à faire face à un PP en déclin affecté par la crise et la corruption, et à un PSOE incapable de réunir les électeurs des classes moyennes et populaires du fait de leur mécontentement contre le gouvernement de droite.

Les socialistes face à la crise

Comme mentionné précédemment, depuis son élection en tant que secrétaire général du Parti socialiste, Felipe González a dirigé son action politique vers la consolidation idéologique de la gauche, essayant également d'incorporer une grande partie de l'électorat centriste qui cherchait un référent de modernité introuvable auprès des mouvements de la droite espagnole. Cette stratégie a conduit les socialistes espagnols à « démarxiser » son programme en 1979. Le succès aux élections générales de cette année permettra de

confirmer cette orientation idéologique sociale-démocrate et de mieux se rallier la majorité sociale en Espagne. L'identité de cette gauche modérée et progressiste socialement, et libérale économiquement, a permis au PSOE de maintenir ce soutien de la majorité de 1982 à 1996 et de la récupérer à nouveau en 2004 pour la conserver jusqu'en 2011.

Graphique 1
Les élections générales en Espagne de 1977 à 2015 (par orientation politique)



Le graphique 1 permet de constater que l'identification du PSOE avec un grand segment de l'électorat espagnol de centre gauche lui a permis d'obtenir la majorité dans davantage d'élections générales que le bloc de centre droit (UCD + PP jusqu'en 1982, PP plus tard, et PP + C'S en 2015). Cela n'est pas étonnant puisque d'après différents sondages du Centre pour la recherche sociale (CIS - Institut public de la recherche de l'opinion publique), l'auto-positionnement idéologique espagnol, depuis les années 1980, est le plus souvent placé entre 4 et 5 (sur une échelle de 1 à 10, 1 étant l'extrême gauche), c'est-à-dire au niveau où les électeurs placent le PSOE.

Cependant, la gravité de la situation économique a obligé Zapatero à provoquer des élections générales anticipées. Il a lui-même désigné son premier vice-président, Alfredo Pérez Rubalcaba, comme son successeur. Ce dernier, vétéran politique, avait travaillé avec Felipe González au cours de son premier gouvernement et avec Zapatero en tant que ministre de l'Intérieur, et avait réussi à résoudre le problème historique du terrorisme basque. Rubalcaba se présentera aux élections de 2011 avec 30 années d'expérience en politique. Cependant, le PSOE a obtenu les pires résultats de son histoire.

Rubalcaba, en dépit de ces résultats, a été élu secrétaire général du PSOE dans le cadre d'un scrutin très serré. Les tensions causées par les affrontements internes et les résultats décevants obtenus aux élections européennes en 2014 l'ont forcé à démissionner et à organiser un nouveau congrès extraordinaire du PSOE, présentant une nouveauté très

ESPAGNE : BATAILLE POUR L'HÉGÉMONIE À GAUCHE (1)

importante : l'élection du secrétaire général au suffrage direct des militants socialistes. Avec 49 % des voix et le soutien de la présidente d'Andalousie, Susana Díaz, personnalité importante du PSOE, Pedro Sánchez est élu nouveau secrétaire général. Sanchez et Diaz joueront un rôle d'une grande importance dans la nouvelle division interne, qui a affaibli l'image de renouveau du socialisme espagnol.

La construction de Podemos : sa naissance et son accès au pouvoir institutionnel

Après les élections générales de novembre 2011 et la victoire écrasante, avec majorité absolue, du PP, le mouvement 15M entre dans une phase de démobilisation et d'incertitude.

Cependant, la graine pour la création d'une force de gauche alternative continuait à germer. Les centaines de milliers de personnes impliquées dans les manifestations (plus d'un million de personnes le 19 juin 2011, jour de la principale manifestation) assumaient une volonté de rupture avec le système politique en place sous le gouvernement du PP. Volonté renforcée par les restrictions sociales que ce dernier avait adoptées.

La forte croissance des inégalités sociales enregistrée depuis 2008 s'aggravait avec les mesures telles que la réforme du travail ou l'imposition du principe d'austérité budgétaire. En effet, les slogans les plus connus du 15M étaient « vous ne nous représentez pas » et « démocratie réelle, maintenant », ainsi que « ils peuvent, mais ils ne veulent pas », ce dernier ayant été adopté par le nouveau mouvement Podemos.

Le 12 janvier 2014, un groupe de 30 personnes, parmi lesquels se trouvaient des universitaires, des écrivains, des artistes et des activistes sociaux, a publié un manifeste intitulé « Avancer : transformer l'indignation en changement politique », qui visait à promouvoir une liste aux élections européennes. Le principal objectif était « le retour à la souveraineté populaire » qui, selon les auteurs du mouvement, avait été méprisée à la fois par le PP et le PSOE au profit « d'un marché basé sur la spéculation et le vol ».

Parmi les promoteurs du manifeste figuraient des politologues comme Juan Carlos Monedero ou Jaime Pastor, l'économiste Bibiana Medialdea, l'activiste Teresa Rodríguez et l'acteur Alberto San Juan. Il n'y avait ni Iñigo Errejón, ni Pablo Iglesias, qui, cependant, allaient devenir les principaux représentants de la nouvelle plate-forme politique finalement officiellement inscrite en tant que parti politique le 11 mars 2014.

Podemos a présenté, lors des élections européennes de 2014, un programme politique clairement de gauche alternative proposant des mesures tout à fait opposées à celles adoptées par le PP ainsi que par l'ancien gouvernement socialiste. Les plus marquantes ont été celles liées à la politique économique : restructuration et analyse de la dette publique espagnole en fonction des intérêts nationaux, mise en place d'un revenu de base pour tous les Espagnols, réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures et l'âge de la retraite à 60 ans, ainsi que la fixation d'un salaire maximum liée à l'évolution du salaire minimum.

ESPAGNE : BATAILLE POUR L'HÉGÉMONIE À GAUCHE (1)

Bien qu'une grande partie des ces mesures étaient similaires aux propositions faites par la coalition de gauche Izquierda Unida (IU), historiquement liée au Parti communiste d'Espagne, les pourparlers entre IU et Podemos n'ont pas porté leurs fruits, notamment en raison des divergences concernant l'élaboration de la liste électorale ; Podemos a donc décidé de se présenter seul en organisant des primaires afin de composer la liste électorale. Pablo Iglesias obtenait le plus grand nombre de soutien et commençait la collecte de fonds pour la campagne électorale en annonçant son soutien, en vue de l'élection à la présidence de la Commission européenne, à Alexis Tsipras, candidat du Parti de la gauche européenne et Premier ministre de la Grèce.

La campagne électorale a été marquée par la très forte présence d'Iglesias dans les médias, en particulier à la télévision, ainsi que par ses accusations contre les dirigeants des principaux partis d'appartenir à une « caste » (expression tirée du discours du leader populiste italien Beppe Grillo). Le logo du mouvement a été même remplacé dans les bulletins de vote par le dessin de la tête d'Iglesias (très identifiable par sa queue de cheval).

Le 26 mai 2014, comme nous l'avons déjà mentionné, le mouvement d'Iglesias a fait une entrée remarquée au Parlement européen en obtenant cinq sièges et 1,2 million de voix. L'effet de nouveauté a été immédiatement utilisé par les dirigeants de Podemos pour la construction du parti. Avec un vaste réseau de bénévoles et grâce à la présence des dirigeants dans les médias, Podemos a lancé une campagne d'inscription *via* son site Web. Plus de plus de 100 000 inscrits en seulement 20 jours (au total, plus de 200 000 inscriptions). Puis, il a essayé de développer son implantation nationale à travers les « cercles » (assemblées permanentes) avec des extensions au niveau local et régional. Cependant, lors de la préparation de l'assemblée constituante, seulement 112 000 inscrits y ont participé et les premiers désaccords internes se sont fait sentir. Le groupe d'Iglesias s'est imposé avec une organisation verticale, à caractère léniniste, où seulement les collectivités territoriales avaient le pouvoir de décision alors que les cercles locaux étaient relégués à une simple fonction de soutien.

Pablo Iglesias est ainsi devenu le premier responsable de son mouvement. Toute sa stratégie va se fixer comme objectif principal la victoire aux prochaines élections générales de 2015. Iglesias déclarera à ce moment là : « le ciel ne se prend pas par consensus, mais d'assaut ». Les enquêtes montreront une augmentation extraordinaire des intentions de vote en faveur de Podemos, placé même en première position selon certains sondages effectués en novembre 2014.

Le 31 janvier 2015, Podemos a organisé la « Marche pour le changement », rassemblant à la Puerta del Sol une foule immense qui rappelait les événements du 15M. Lors des élections régionales et locales, Podemos a délibérément adopté une stratégie de discrétion. De même, la surexposition des dirigeants dans les médias diminuait suite aux critiques quant à leurs relations avec les gouvernements du Venezuela et d'Iran et sur l'évolution de leurs carrières professionnelles.

ESPAGNE : BATAILLE POUR L'HÉGÉMONIE À GAUCHE (1)

Podemos a décidé de ne pas présenter de candidats aux élections municipales, mais a fini par permettre que ces cercles locaux participent à des candidatures d'« unité populaire » conjointement avec des forces locales à caractère nationalistes de gauche et des personnalités indépendantes. Les résultats de cette stratégie ont été excellents : l'ex-juge Manuela Carmena a remporté la mairie de Madrid, et la militante Ada Colau, celle de Barcelone, les deux victoires ayant été associées à la réussite de Podemos sans que ces candidates appartiennent pour autant au parti.

Aux élections des collectivités autonomes de mai 2015, les résultats ont été mitigés. Dans les deux principales régions, Madrid et Valence, les scores ont dépassé 18%, très proche du PSOE. Podemos, aussi surnommé le mouvement « mauve » (couleur distinctive adoptée par celui-ci), a fortement contribué à la formation de gouvernements régionaux du PSOE à Valence, Extremadura, Castilla la Mancha, Aragon et Baléares.

La campagne de Iglesias lors des élections catalanes de septembre 2015 a été hésitante. Entre politique sociale et débat sur l'indépendance de la Catalogne, et prenant parti pour la défense de l'unité de l'État espagnol, les résultats ont été très décevants.

Podemos est arrivé aux élections générales de décembre 2015 en quatrième position dans les intentions de vote, bien loin des sondages de la fin de 2014 et du début de 2015 qui l'avaient mis à la première place, devant le PP et le PSOE. Podemos a alors tenu un discours et un programme plus modérés et a lancé une proposition d'accords, appelés « convergences », avec le soutien de groupes locaux en Catalogne, Galice et Valence.

Quant à la stratégie politique, Podemos a cherché une plus grande centralité lui permettant de s'adresser à la base sociologique du PSOE. Iglesias, en vue de ne pas être jugé trop à gauche, a remplacé les termes « gauche / droite » par ceux de « haut / bas ». Sans succès. Les accusations de « radicalisme » associées au mouvement (avec un taux d'environ 2,3 sur l'échelle de 1 à 10) ont effrayé les électeurs progressistes modérés.

Suite à des nombreuses rectifications dans les programmes électoraux, le « revenu de base universel » est devenu le « revenu minimum garanti », la proposition de restructuration de la dette publique a été abandonnée mais non pas le besoin d'un audit, le premier antimilitarisme a été abandonné et les bases militaires américaines en Espagne ainsi que la présence de l'OTAN ont été défendues. Sans aucun doute, l'expérience d'Alexis Tsipras en Grèce a lourdement pesé sur l'orientation plus réaliste adoptée par Podemos. Nonobstant, le parti conserva quelques priorités : la lutte contre la pauvreté et la séparation entre pouvoirs publics et puissances économiques. Le renvoi à la notion de « caste » est devenu une critique des pratiques de « portes tournantes » parmi les socialistes. Et bien que le « droit de décider » des territoires à travers des référendums fut maintenu, Iglesias commença à défendre vigoureusement l'unité de l'Espagne, tout en clarifiant qu'il s'agit bien d'une « Espagne plurinationale ».